



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 15 juillet 2008
(OR. en)**

**10100/1/08
REV 1**

COPEN 109

ACTES LÉGISLATIFS ET AUTRES INSTRUMENTS

Objet: Déclaration de la République fédérale d'Allemagne à la
DÉCISION–CADRE du Conseil relative au mandat européen d'obtention
de preuves visant à recueillir des objets, des documents et des données en
vue de leur utilisation dans le cadre de procédures pénales

Déclaration de la République fédérale d'Allemagne

S'il est nécessaire d'opérer une perquisition ou une saisie pour exécuter un mandat européen d'obtention de preuves en vertu de la décision-cadre 2008/.../JAI du Conseil du ...^{*} relative au mandat européen d'obtention de preuves visant à recueillir des objets, des documents et des données en vue de leur utilisation dans le cadre de procédures pénales¹, la République fédérale d'Allemagne se réserve le droit, en vertu de l'article 23, paragraphe 4 de ladite décision, de subordonner l'exécution au contrôle de la double incrimination dans les cas d'infractions qui concernent le terrorisme, la cybercriminalité, le racisme et la xénophobie, le sabotage, le racket, l'extorsion de fonds et l'escroquerie, qui sont énumérés à l'article 14, paragraphe 2 de ladite décision, à moins que l'autorité d'émission ait déclaré qu'en vertu du droit de l'État d'émission l'infraction concernée répond aux critères décrits ci-après.

Terrorisme

- Tout acte qui constitue une infraction au sens et selon la définition de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire du 13 avril 2005, de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme du 9 décembre 1999, ou au sens de l'une des conventions énumérées à l'annexe de cette dernière, ou
- tout acte punissable en vertu de la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative à la lutte contre le terrorisme², ou
- tout acte qui doit être interdit en vertu de la résolution 1624 (2005) du Conseil de sécurité des Nations unies du 14 septembre 2005.

^{*} Insérer date et numéro de la décision-cadre.

¹ JO L...

² JO L 164 du 22.6.2002, p. 3.

Cybercriminalité

Tout acte punissable au sens de la décision-cadre 2005/222/JAI du Conseil du 24 février 2005 relative aux attaques visant les systèmes d'information¹, ou de la section I, titre 1, de la Convention européenne sur la cybercriminalité du 23 novembre 2001.

Racisme et xénophobie

Les infractions définies dans l'action commune 96/443/JAI du Conseil du 15 juillet 1996 concernant l'action contre le racisme et la xénophobie².

Sabotage

Tout acte illicite et intentionnel causant des destructions massives à une installation gouvernementale, à une autre installation publique, à un système de transport public ou à une infrastructure entraînant ou risquant d'entraîner des pertes économiques considérables.

¹ JO L 69 du 16.3.2005, p. 67.

² JO L 185 du 24.7.1996, p. 5.

Racket et extorsion de fonds:

Le fait d'exiger par la menace, le recours à la force ou toute autre forme d'intimidation, des biens, des promesses ou des quittances, ou la signature de tout document contenant ou dont il résulte une obligation, une aliénation ou une décharge.

Escroquerie

L'utilisation de faux noms ou de fausses qualités, ou le recours à des manœuvres frauduleuses pour abuser de la confiance ou de la crédulité d'une personne dans le but de s'approprier une chose appartenant à autrui.
